



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE THAM HIN

Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et recensement des camps
Zone Asie-Pacifique

EL SAMALOUTY Esmma
Août 2021

 **-CR**
L'OBSERVATOIRE
des camps de réfugiés



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE THAM HIM

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Contexte de création du camp

Population accueillie

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

LA GESTION DU CAMP

Les gestionnaires du camp

Les services assurés dans le camp

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

Conditions de vie difficiles

Restrictions des libertés et droits humains

Addictions et violences

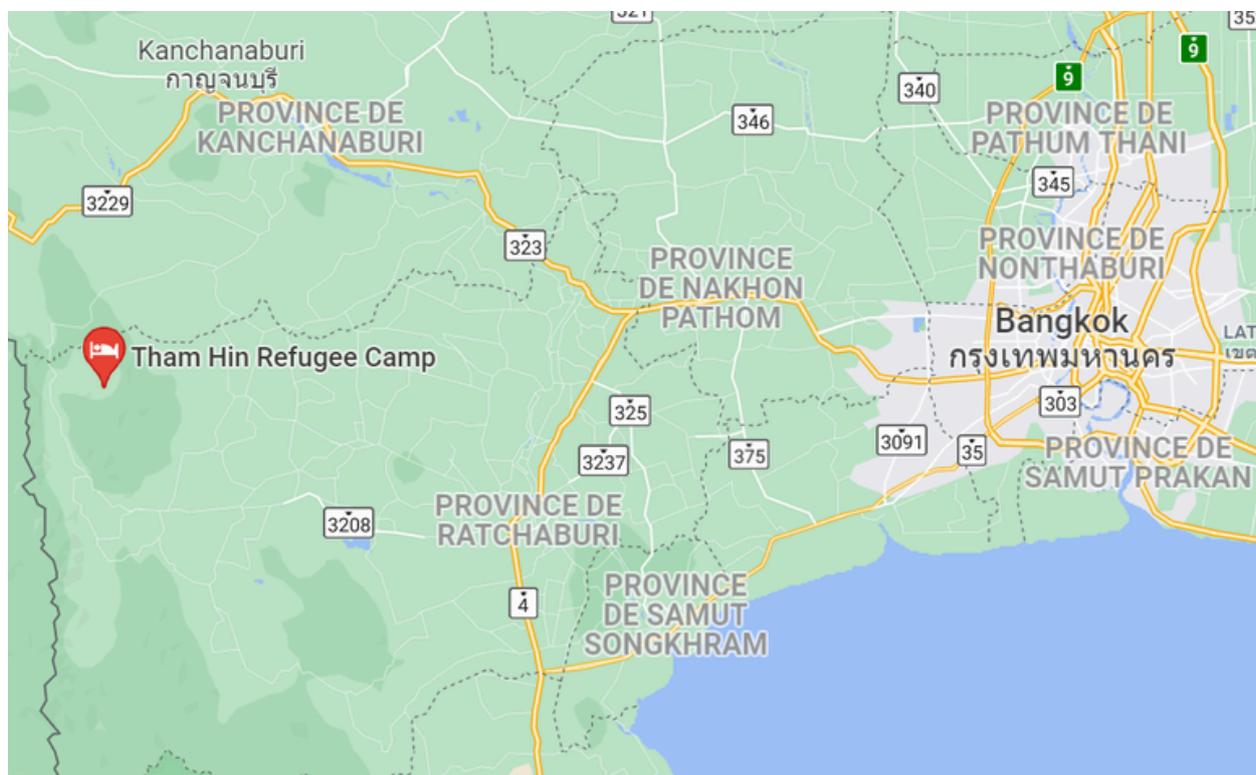
SOURCES ET RÉFÉRENCES

Localisation du camp de THAM HIN

LE CAMP DE THAM HIN SE SITUE :



- Province de Ratchaburi, Centre Ouest de la Thaïlande
- 12 km de la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar.
- *Coordonnées GPS:* 13° 31' 44" nord, 99° 48' 52" est



CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

Depuis l'indépendance de la Birmanie en 1948, la deuxième minorité du pays, les Karen vivant dans la région de Tanintharyi souhaitent créer un Etat indépendantiste au sud de la Birmanie [1].

Ces "chrétiens de Birmanie" représentent près de trois à sept millions .de personnes.

Or depuis lors, ils font l'objet de persécutions et de violations de droit de l'homme qualifiées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité mais aussi particulièrement de meurtres, viols, déplacements forcés et confiscation de terres [2].

Le conflit des karen est ainsi considéré comme une des plus longue guerre civile en cours dans le monde.

Suite aux persécutions et aux crimes internationaux, les Karen ont fui la Birmanie, s'installant dans des sites rudimentaires dans les provinces de Ratchaburi et Kanchanaburi en Thaïlande.

A l'heure actuelle, il existe 9 camps de réfugié-e-s du Birmanie (ou nouvellement appelé Myanmar) présents en Thaïlande.

Par la suite ils-elles ont été regroupé-e-s dans un seul camp, le camp de Tham Hin établi en 1997[3].

Aujourd'hui, les conflits politiques et ethniques ne sont pas résolus au Myanmar. Pour ces réfugié-e-s, le retour à leur pays est souvent difficile car le respect de leurs droits fondamentaux n'est pas assuré et les perspectives d'emploi et de réinsertion sont faibles[4].

Les réfugié-e-s du camp préfèrent être réinstallés dans d'autres pays au lieu de retourner au Myanmar.

LA POPULATION ACCUEILLIE

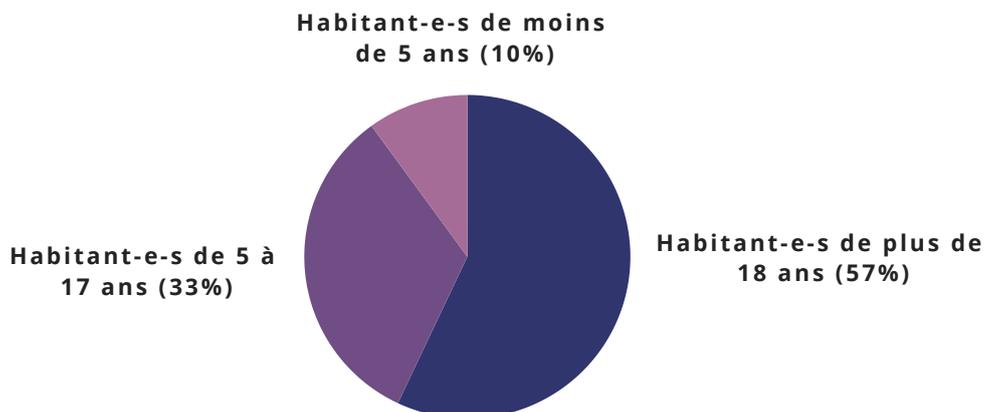
| APPARTENANCE ETHNIQUE

**99%****Karen-ne-s****1%****Birman-ne-s**

| DÉMOGRAPHIE [5] :

**53% Femmes****47% Hommes****91%****Chrétien-ne-s****9%****Bouddhistes**

| APPARTENANCE RELIGIEUSE [6]

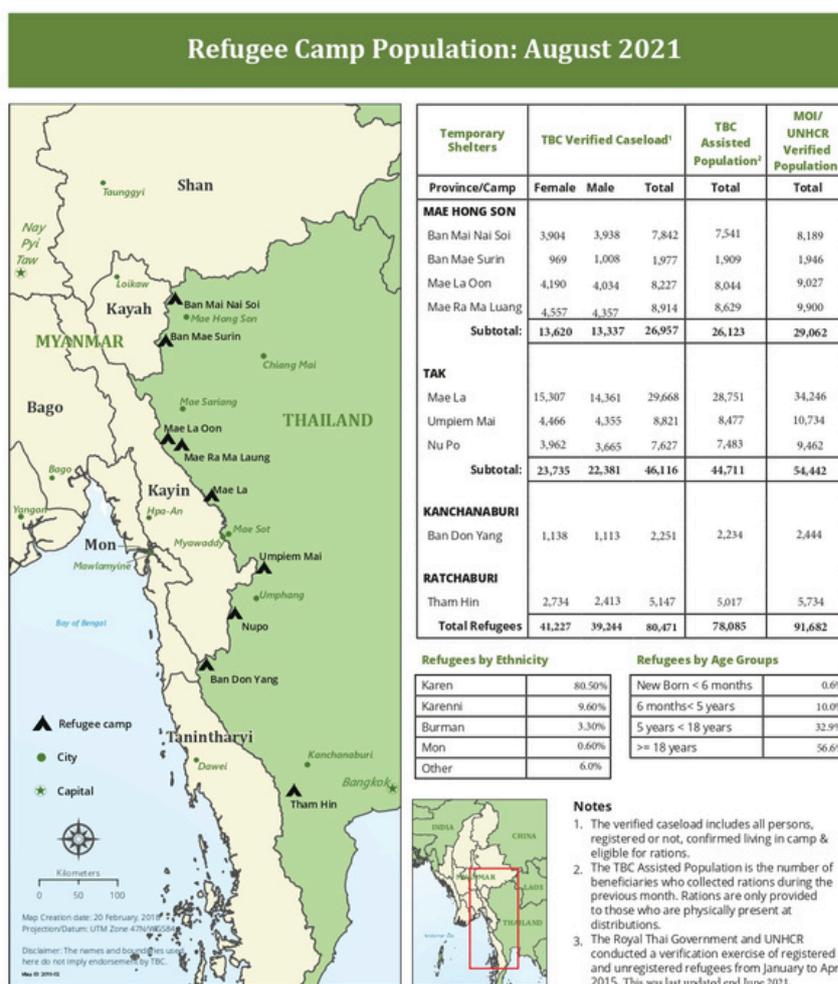


LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

La crise des réfugié-e-s birman-e-s est l'une des crises les plus durables au monde. Certains réfugié-e-s sont né-e-s dans le camp et n'ont jamais vécu ailleurs. Ils-elle n'ont jamais vu leur pays d'origine.

Ainsi, leur situation n'est pas sans conséquence pour le gouvernement thaïlandais qui gère directement les 9 camps de réfugié-e-s installés sur son territoire [7].

Or, la Thaïlande n'est pas membre de la convention internationale relative aux réfugié-e-s de 1951[8].



SOURCE : THE BORDER CONSORTIUM 2021

Dès 2005, le gouvernement thaïlandais a approuvé les possibilités de réinstallation des réfugié-e-s comme étant la solution durable à la crise des réfugié-e-s.

Ainsi, une procédure d'asile nationale a vu le jour: les autorités locales assurent l'accueil, la détermination du statut des réfugié-e-s et l'enregistrement des camps. Dans ce cadre, plus de 14 000 personnes originaires du Myanmar vivant dans les camps ont été régularisées fin 2005.

Pour autant les réfugié-e-s peuvent continuer à faire l'objet d'arrestations, de détentions et d'expulsions[9].

LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP

GESTION ET SÉCURITÉ

Le camp de Tham Hin est géré par le Ministère de l'Intérieur thaïlandais.

Toutefois, les réfugié-e-s participent eux-mêmes également à la gestion et la construction du camp par le biais d'un comité de réfugié-e-s élu, le comité Karen pour les réfugiés (KRC)[10] travaillant avec le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugié-e-s (HCR).



Ce comité, agissant dans l'intérêt de la communauté selon un code de conduite[11], émet régulièrement des rapports sur la situation dans le camp[12]. Enfin, la sécurité est gérée par un groupe militaire thaïlandais, la police des frontières et les gardes-frontières[13].

SANTÉ (14)

The International Rescue Committee (ICR)



NOURRITURE

The Border Consortium (TBC)



PROTECTION DES PERSONNES RÉINSTALLATION DES RÉFUGIÉS

Catholic Officer for
Emergency Relief (COERF)



Humanity and Inclusion (HI)



International Organization
for Migration (IOM)



ÉDUCATION

Save the Children (SCI)



Right to play (RTP)



Shanti Volunteer Association (SVA)



Adventist Development and
Relief Agency (ADRA)



SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

ALIMENTATION



Depuis 2017 a été mis en place un système de carte alimentaire pour les réfugié-e-s.

Ce système permet aux réfugié-e-s d'acheter de la nourriture dans les magasins agréés du camp, gérés principalement par des vendeurs réfugié-e-s.

Un total de 13 aliments, dont du riz, de l'huile, des œufs et des produits frais, sont disponibles dans le cadre de ce système. L'ONG The Border Consortium est en charge de sa gestion.

De plus, des campagnes alimentaires sont organisées en cas de besoins spécifiques, notamment pour les jeunes enfants ou pour des besoins liés aux carences notifiées sur le camp.



Poster expliquant les rations autorisées sur le camp

PHOTO ©: UNHCR DAPHNIE CHAN

LOGEMENT



Les réfugié-e-s du camp Tham Hin vivent dans maisons en bois (bambou). L'ONG The Border consortium fournit le matériel d'abris comme l'eucalyptus, bambou, chaume, plastique et tous les outils essentiels. Une assistance est accordée aux ménages pour assurer la sécurité des habitations.

Néanmoins, les maisons sont régulièrement détériorées par les conditions naturelles défavorables comme les pluies, les vents violents et glissements de terrain et de boue. Ainsi l'ONG organise la restauration des habitations au besoin [15].



PHOTO ©: THE BORDER CONSORTIUM

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

EDUCATION :



La Thaïlande admet le droit à l'éducation pour tous. Mais en réalité l'accès à l'éducation des enfants non thaïlandais est limité. Il n'y a pas de données suffisantes pour apprécier l'effectivité de l'accès aux écoles de l'État. Au sein du camp, 3 ONG sont particulièrement présentes pour les missions d'éducation [16] :

- L'ONG Save the children, assure l'éducation primaire de base en mettant à disposition le matériel d'enseignement. Elle assure également la formation des enseignants.

Les enfants réfugié-e-s suivent des programmes en mathématiques, apprennent le karen, le birman et l'anglais. Pour l'enseignement universitaire, très peu de réfugié-e-s peuvent suivre des cours à l'université[17].

- L'ONG Right to play, participe à l'autonomisation des enfants, par le biais de programmes ciblés et avec des activités ludiques et sportives[18].
- L'ONG Adventist Development and Relief Agency (ADRA) assure la formation professionnelle des réfugié-e-s, la rénovation scolaire et les fournitures scolaires[19]



SANTÉ

Les soins de santé primaires sont assurés par l'ONG IRC.

Elle assure des soins médicaux de manière continue en se concentrant sur les femmes enceintes, les bébés et les enfants. Elle veille à la prévention et le traitement du paludisme[20]

Elle aide les victimes de mines anti personnelles et des personnes ayant des besoins spécifiques en fournissant des soins médicaux, des prothèses et un soutien émotionnel.

Enfin, des formations de santé sont assurées aux réfugiés pour qu'ils acquièrent les notions de base en matière de santé, ces formations sont parfois accréditées et dispensées par des institutions professionnelles et universitaires thaïlandaises[21].

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

JUSTICE ET RAPATRIEMENT :



Depuis 2010, les réfugié-e-s Karen-ne-s peuvent enregistrer la naissance de leurs enfants et obtenir un certificat de naissance. L'enregistrement des naissances ne confère pas la nationalité à l'enfant[22].

Le centre d'appui à la réinstallation (RSC) travaille avec le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations pour la réinstallation des réfugiés volontaires dans les pays hôtes. Les pays volontaires sont principalement les Etats- Unis , L'Australie, la Finlande et la Suède[23].

Les réfugié-e-s peuvent retourner au Myanmar par le programme de retour volontaire facilité (RVF) organisé par les gouvernements de Thaïlande et du Myanmar avec le HCR. Au 30 juin 2019, 6 personnes de Tham Hin étaient retournées au Myanmar pour des raisons familiales.



Un employé de l'HCR scannant l'iris d'une personne réfugiée à l'aide du nouveau système biométrique.

PHOTO ©: UNHCR, R. ARNOLD

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS



CONDITIONS DE VIE DIFFICILES

Le camp de Tham Hin s'est construit dans un espace très limité. Les réfugié-e-s vivent dans un lieu étroit avec une absence d'intimité. Les maisons sont placées les unes près des autres. La toiture de ces maisons est généralement en chaume et le risque d'incendie est élevé. Les incendies sont dévastateurs et meurtriers[24].

Les conditions de vie ne sont pas suffisamment assurées dans le camp de Tham Hin. Le camp ne dispose toujours pas d'électricité. Seul le bureau du camp et les centres de santé et d'éducation ont accès à l'électricité qui provient de générateurs électriques. Les habitant-e-s doivent régulièrement recharger eux même leur éclairage et les batteries de véhicules[25].

ADDICTIONS ET VIOLENCE

Il existe dans le camp un problème de dépression, d'alcoolisme et de violences domestiques au sein des habitations[26]. Les enfants se retrouvent dans une situation de vulnérabilité qui les rend fragiles. [27].

Les filles sont parfois soumises au travail forcé et peuvent être victimes d'exploitation sexuelle. Certaines jeunes filles sont forcées à se marier très tôt dans le camp. Les enfants ne sont pas suffisamment protégé-e-s contre les violences sexuelles[28].

RESTRICTIONS AUX LIBERTÉS ET DROITS HUMAINS



RESTRICTIONS DE MOUVEMENTS

Les réfugié-e-s ne peuvent pas circuler librement en dehors du camp. Ils ont l'interdiction de quitter le camp et ainsi de pouvoir travailler en Thaïlande. Le gouvernement thaïlandais demande aux réfugié-e-s de retourner au Myanmar pour obtenir une autorisation de travail pour pouvoir venir travailler en Thaïlande[29].

Les réfugié-e-s se trouvent donc entièrement dépendant des services procurés par les ONG. Les militaires sont très présents dans le camp et des tensions naissent avec les réfugié-e-s. La situation de dépendance des réfugié-e-s et le stress entraînent parfois un rejet et une confrontation avec les militaires[30].



Une personne réfugiée résidant dans le camp examine sa nouvelle carte de vérification contenant ses données biométriques ainsi que celles de sa famille .

ACCÈS LIMITÉ À L'ÉDUCATION

En Thaïlande il y a une politique de l'éducation pour tous. Cependant dans les faits le nombre d'enfants karen scolarisés à l'école thaïlandaise est peu élevé.

Les enfants réfugié-e-s sont souvent victimes de discrimination et d'exclusion sociale car ils sont considérés comme « Non thaï ».

Les parents ne sont pas toujours au courant du droit à l'éducation des enfants et lorsqu'ils le souhaitent, souvent ils ne peuvent pas avancer certains frais pour leur permettre d'y aller[31].

ACCÈS LIMITÉ À LA JUSTICE

Les réfugié-e-s dans le camp de Tham Hin n'ont pas un accès effectif à la justice thaïlandaise, même s'ils ont la possibilité de le faire.

Toutes les naissances des enfants nés dans le camp ne sont pas déclarées et certains enfants n'ont pas de certificats de naissance[32].

De ce fait, les réfugié-e-s ne peuvent pas exercer librement leurs droits fondamentaux telles que la liberté d'expression, d'aller et venir, et d'association dans le camp[33].

SOURCES ET RÉFÉRENCES

[1] UNHCR, Tham Hin, temporary shelter profile, 30 june 2019, p.1

[2] INFO BIRMANIE "Le conflit dans l'Etat Karen s'intensifie au détriment de la population civile"

[3] THE BORDER CONSORTIUM, Camps in thaïlande, 2019

[4] INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE, Thaïlande crisis briefing, 2019

[5] REFLIEFWEB, Thaïland, refugee Camp Populations, December 2019

[6] UNHCR, Tham Hin, temporary shelter profile, 30 june 2019, p.1, op.cit.

[7] *Ibid.*

[8] COMMISSION EUROPEENNE, Fiche-Info ECHO: Réfugiés en Thaïlande, mai 2017

[9] UNHCR, Global report 2005

[10] THE BORDER CONSORTIUM, Karen Refugee Committee

[11] PSEA, Karen refugee committee-Code of Conduct

[12] *Ibid.*

[13] *Ibid.*

[14] *Ibid.*

[15] THE BORDER CONSORTIUM, Annual Report, 2018

[16] SAVE THE CHILDREN, Addressing the Issues of non-thai education system in thaïlande, p.3

[17] CCSDPT, Save the children

[18] CCSDPT, Right to play

[19] CCSDPT, ADRA

[20] INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE, How does the IRC help in Thailand

[21] *Ibid.*

[22] UNHCR, Tham Hin, temporary shelter profile, 30 june 2019, p.1, op.ci

[23] *Ibid.*

[24] BURMA LINK, Thaïlande-Burma Border, 27 avril 2015

[25] *Ibid.*

[26] J.COSGRAVE, D.SINIGALLIA, Evaluation report, Assistance to Burmese conflict-affected and displaced persons, decembre 2014, p.17

[27] *Ibid.*

[28] INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE, Thaïlande crisis briefing, 2019

[29] K.KIRJOITUKSET, From Tham Hin refugee camp to Ajos and Merikarvia-Where do the burmese refugees in Finland come from? 20 juin 2011

[30] HUMAN RIGHTS WATCH, Protection issues for urban refugees, 2004

[31] SAVE THE CHILDREN, Addressing the Issues of non-thai education system in thaïlande, p.3

[32] UNHCR, Tham Hin, temporary shelter profile, 30 june 2019, p.1, op.cit.

[33] HUMAN RIGHTS WATCH, Protection issues for urban refugees, 2004